

INDE

QUELS IMPACTS ECONOMIQUES DU CONFLIT EN IRAN POUR L'INDE ?

L'Inde est exposée au conflit au travers de plusieurs canaux de transmission, notamment via les prix de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et les équilibres extérieurs. Alors que les premières estimations suggèrent un impact globalement contenu sur la croissance, les risques demeurent orientés à la hausse en matière d'inflation et de déséquilibres macroéconomiques. Face à ces pressions, les autorités indiennes ont engagé un ensemble de mesures visant à atténuer les effets du choc et à préserver la stabilité économique et financière.

1. Sur le plan macroéconomique, les répercussions du conflit au Moyen-Orient devraient persister au moins jusqu'au premier trimestre de l'année fiscale 2026-27

S'agissant de la croissance économique indienne pour l'année fiscale 2026-27, les économistes identifient plusieurs canaux de transmission consécutifs au conflit. L'économie indienne devrait en premier lieu faire face à un **choc d'offre** lié à la hausse des prix des carburants et aux perturbations d'approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL), gaz naturel liquéfié (GNL), engrais, soufre et aluminium (cf. infra). Ce choc d'offre se traduit par une hausse des coûts de production, l'énergie représentant 3% à 4% des dépenses totales des entreprises cotées, tandis que les matières premières en constituent près de 46% à 48%¹. Cette dynamique pèserait sur l'investissement et la production, impactant négativement la croissance du PIB indien sur le premier trimestre de l'exercice 2026-27, ayant débuté le 1^{er} avril 2026. À cet égard, selon le scénario de la RBI établi avec les dernières séries de PIB avant révision de l'année de référence, une hausse de 10% du prix de pétrole brut pourrait entraîner **une baisse de croissance du PIB réel de l'ordre de 15 points de base**, suggérant un impact assez limité sur l'activité économique. Toutefois, **les scénarios les plus défavorables anticipent désormais un rythme de croissance proche de 6%** (OCDE², Moody's, Morgan Stanley, ICRA), tandis que d'autres institutions tablent sur une croissance proche de 7% (Barclays, Fitch) voire 7,5% (IDFC).

S'agissant de l'inflation, le conflit n'a pas encore entraîné à ce stade de hausse significative des prix à la pompe, le gouvernement indien absorbant le choc via des baisses de droits d'accise sur l'essence et le diesel afin de compenser une partie des pertes des compagnies pétrolières publiques et de contenir la transmission de la hausse des prix internationaux aux consommateurs³ (cf. Annexe 4). Néanmoins, les risques sur la stabilité des prix demeurent orientés à la hausse. Selon IDFC, l'impact direct et indirect de la hausse des prix de l'énergie est estimé à environ 0,8%, ce qui porterait l'inflation à 4,9% au cours de l'exercice 2026-27⁴. En outre, **une augmentation prolongée du prix du pétrole, par exemple à 100 USD/baril en moyenne annuelle, pourrait porter l'inflation dans une fourchette comprise entre 4,8%** (Moody's) **et 5,1%** (IDFC). Par ailleurs, le relèvement de la pondération de l'énergie dans les nouvelles séries de l'IPC devrait se traduire par un renforcement des pressions inflationnistes au cours de l'exercice 2026-27, bien que peu de scénarios tablent sur une inflation dépassant le seuil de 6%. Enfin, **si la crise venait à se prolonger, les économistes alertent sur un risque de stagflation**⁵.

S'agissant de la balance des paiements, l'alourdissement de la facture énergétique pèserait sur le solde commercial. Ainsi, le **déficit courant devrait atteindre 1,6% du PIB** sur l'exercice en cours dans les scénarios optimistes, **avec un risque de dégradation jusqu'à environ 2,6% du PIB en cas de maintien de prix du pétrole élevés**, contre 1,3% en 2025-26. L'impact sur le solde commercial pourrait être atténué par la

diversification des sources d'approvisionnement énergétique de l'Inde, le pays important désormais du pétrole auprès de 41 pays⁶, avec une reprise des approvisionnements en provenance de l'Iran⁷, interrompus depuis 2019.

2. Plusieurs secteurs économiques apparaissent particulièrement exposés à l'augmentation des prix de l'énergie

S'agissant de la sécurité énergétique, les autorités indiennes ont dans un premier temps augmenté leurs importations de pétrole brut, notamment en provenance de Russie, celles-ci ayant progressé de 90% entre février et mars 2026 selon Kpler (via the Economic Times, cf. Annexe 4). Dans un second temps, l'Inde a renforcé ses capacités de production domestique et a opéré une diversification de son mix énergétique, en se tournant vers des alternatives telles que le charbon, le gaz naturel (PNG) et le kérosène.

Parmi les secteurs économiques exposés aux répercussions du conflit, on peut citer **le secteur agricole** (cf. Annexe 2), bien que l'Inde dispose d'une marge de sécurité en matière d'engrais, lui permettant de couvrir environ deux mois de besoins. On pourrait s'attendre à une hausse des subventions aux engrais sur l'exercice en cours, dont le budget présenté en février 2026-27 prévoit une enveloppe d'environ 20 Mds USD (1,7 lakh crore INR). De plus, le **secteur pharmaceutique** est affecté par des perturbations d'approvisionnement en intrants, notamment le propane, ainsi qu'en dispositifs médicaux (cf. Annexe 3). Enfin, **face au doublement des prix observés sur le carburant aéronautique**, le gouvernement indien a annoncé le 8 avril des mesures de soutien pour limiter la hausse, ainsi qu'une baisse de 25% des redevances aéronautiques d'atterrissage et de stationnement applicables aux vols domestiques dans les principaux aéroports, pour une durée de trois mois au minimum (cf. Annexe 1).

3. Les pouvoirs publics interviennent pour atténuer les impacts

Sur le plan budgétaire, l'impact de la baisse des droits d'accise, conjuguée à l'augmentation des dépenses de subventions pour les engrais et le GPL, pourrait entraîner un coût budgétaire total estimé entre 0,7% et 0,9% du PIB en 2026-27⁸. **Les besoins de financement de l'Etat devraient rester élevés, dans un contexte où l'offre de titres publics est en hausse**, estimée à 222 Mds USD (20 800 INR) pour l'exercice 2026-27, exerçant une pression à la hausse sur les rendements souverains. La RBI a ainsi mené des **opérations d'achats de titres sur le marché secondaire** depuis le déclenchement du conflit, de l'ordre de 19 Mds USD, ainsi qu'à des injections de liquidité dont le montant cumulé atteint 145 Mds USD. Ces interventions ont permis de stabiliser les conditions de financement, le rendement des obligations souveraines à 10 ans n'ayant progressé que d'environ 8 points de base depuis le déclenchement du conflit.

Compte tenu du climat d'incertitude, la RBI a maintenu ses **taux directeurs inchangés à court terme** à l'issue du comité de politique monétaire du 6 au 8 avril 2026 (repo rate à 5,25%, SDF à 5% et MSF à 5,5%). Parallèlement, face à la **dépréciation record** de la roupie indienne vis-à-vis du dollar américain (95 INR/USD fin mars 2026, soit une dépréciation de 9,88% au cours de l'exercice 2025-26), l'Inde dispose de **réserves de change confortables**, couvrant neuf mois d'importations de biens et services à la fin mars 2026 (soit 698,3 Mds USD⁹). Toutefois, un maintien des prix du pétrole autour de 90 USD/baril engendrerait un **déficit de la balance des paiements estimé à 40 Mds USD** selon IDFC, réduisant ainsi la couverture des importations à 7,2 mois à l'issue de l'exercice 2026-27. En cas de prolongation du conflit sur une grande partie de l'année 2026, **les pressions à la dépréciation de la roupie devraient se poursuivre**, avec un taux de change susceptible de dépasser 110 INR/USD. Cela provoquerait **d'importantes sorties de capitaux**, notamment des investissements de portefeuille, déjà significatives au cours de l'exercice 2025-26. Ainsi, certaines institutions financières, dont IDFC, recommandent le **recours à des instruments non conventionnels afin de contenir la dépréciation de la roupie**. Cela pourrait se traduire par l'introduction de limites sur les positions de change des banques et des restrictions sur les opérations de marché offshore.

En définitive, si l'économie indienne fait preuve d'une certaine résilience face aux chocs externes, notamment par rapport à ses voisins, la combinaison d'interventions budgétaires ciblées et d'une politique monétaire prudente apparaît essentielle pour contenir les effets du choc, tout en préservant la stabilité financière.

ANNEXES : LES IMPACTS SECTORIELS

ANNEXE 1 : LE SECTEUR AERONAUTIQUE

La situation en Iran est susceptible de **casser la dynamique de croissance du trafic aérien Indien** (5% par rapport au début d'année 2024).

L'augmentation des prix du carburant aéronautique (jusqu'à plus 100%) induite par la hausse du cours du pétrole conduit les compagnies aériennes à **augmenter leurs tarifs**. Les mesures de soutien du gouvernement pour limiter l'augmentation des prix du carburant aéronautique se concentrent sur le transport aérien domestique. Le gouvernement indien a également imposé une **baisse de 25% des redevances aéronautiques d'atterrissage et de stationnement applicables aux vols domestiques** dans les principaux aéroports, pour une durée de trois mois au minimum à compter du 8 avril.

Le trafic international depuis l'Inde subit lui pleinement la hausse du prix du pétrole¹ en plus de l'arrêt de nombreuses lignes vers le Moyen Orient et des difficultés opérationnelles provoqués par les déroutages liés aux fermetures et restrictions des espaces aériens de la région². Cette situation **dégrade la connectivité de l'Inde notamment avec l'Europe** : hausse des temps de trajet (contournement des zones de conflit et du Pakistan s'agissant des compagnies indiennes), coûts en hausse, annulations³.

ANNEXE 2 : LE SECTEUR AGRICOLE

Le conflit en Asie de l'Ouest exerce une **pression croissante sur l'ensemble des filières agricoles et agroalimentaires indiennes**, révélant une forte vulnérabilité aux chocs géopolitiques. Dans le secteur des engrais, la situation reste sous contrôle à court terme grâce à des stocks tampons couvrant environ deux mois de besoins et à une action proactive du gouvernement, qui a anticipé les importations et sécurisé l'approvisionnement en gaz. Néanmoins, des perturbations prolongées pourraient affecter la production nationale, notamment lors de la phase critique de constitution des stocks avant la saison kharif. Les autorités envisagent déjà des mesures de substitution via des **importations supplémentaires** et encouragent le **recours à des engrais alternatifs**, tandis que la hausse des coûts des intrants de protection des cultures fragilise les rendements et les PME agricoles.

L'industrie alimentaire et des biens de consommation est également affectée, en particulier par les tensions sur le GPL et la hausse des coûts liés au pétrole. Les entreprises s'adaptent en diversifiant leurs sources d'approvisionnement et leurs intrants énergétiques, mais certaines ont dû ralentir voire suspendre leur production. Cette pression inflationniste se répercute sur les **prix à la consommation**, notamment dans les boissons et les emballages, tandis que les chaînes de restauration rapide pourraient voir leurs marges diminuer en raison de coûts énergétiques plus élevés.

Sur les marchés, **les prix des huiles alimentaires ont augmenté** sous l'effet combiné de la hausse du pétrole, de la demande mondiale et des perturbations logistiques, accentuées par des comportements d'anticipation des importateurs. Parallèlement, **les exportations agroalimentaires indiennes vers l'Asie de l'Ouest sont fortement perturbées**, avec des blocages logistiques, une hausse des coûts de transport et des incertitudes accrues. Si certains flux, comme le riz basmati, pourraient se rediriger vers d'autres marchés, d'autres secteurs — oignons, raisins, produits de la mer — subissent déjà des pertes

¹ Les compagnies Air India et Indigo ont annoncé une hausse de leurs tarifs pour faire face à l'augmentation du prix du carburant aéronautique de 275 à 950 roupies pour les vols domestiques et de 900 à 30 000 roupies pour les vols internationaux, [Révision des Fuel Charges Indigo](#) ; [Annonce Fuel Surcharge Air India](#)

² [Global Air Traffic Disruptions in Strategic Middle East Hub](#), IATA, 27 mars 2026

³ [Iran war deals double blow to Indian airlines already hit by Pakistan airspace ban](#), Reuters, 10 mars 2026

importantes. Au total, malgré une résilience à court terme, l'ensemble du système reste exposé à des risques prolongés de désorganisation des échanges et de hausse des coûts.

ANNEXE 3 : LE SECTEUR DE LA SANTE

Le conflit en Iran entraîne des **perturbations croissantes des chaînes d'approvisionnement**, affectant l'accès à des intrants critiques pour les secteurs pharmaceutique et médical en Inde. La **disponibilité de l'hélium**, essentiel au fonctionnement des IRM, est menacée en raison de la dépendance au Qatar, important producteur mondial. Parallèlement, une **pénurie de propane** a contraint plusieurs unités pharmaceutiques à ralentir ou suspendre leur production, mettant en risque l'approvisionnement en médicaments clés (paracétamol, vitamines, hormones). De plus, les fabricants de principes actifs (API) subissent une **forte hausse des coûts des solvants et intermédiaires**, entraînant des arrêts de production et une inflation marquée des prix (jusqu'à +30–35 % en moyenne).

Le secteur des dispositifs médicaux est également touché, avec une **pénurie de polypropylène**, matière première essentielle pour les consommables hospitaliers (seringues, poches IV), aggravée par la hausse des coûts énergétiques. Le tourisme médical, pilier du secteur hospitalier indien et source importante de devises, est fortement affecté avec une chute de 50 à 75 % des patients en provenance d'Asie de l'Ouest (qui constituent une part substantielle de la clientèle internationale) entraînant une baisse significative des revenus hospitaliers (15-20%).

ANNEXE 4 : LE SECTEUR ENERGETIQUE

Selon un communiqué officiel, l'approvisionnement énergétique resterait « globalement stable » après un mois de blocage du détroit d'Ormuz, mais au prix d'ajustements significatifs. Si le pays met en avant la distribution de GPL domestique, maintenue à un niveau élevé, le GPL commercial, essentiel pour les PME et la restauration, tombe à 70 % de son niveau pré-crise. Ces volumes masquent une hausse des prix, avec une augmentation des cylindres de GPL au 1er avril (+10,5 % pour les commerciaux et +7 % pour le résidentiel à Delhi) et génèrent des flux migratoires vers les territoires ruraux.

La réponse aux besoins énergétiques repose sur une hausse de la production domestique et un basculement vers des alternatives (charbon, PNG, kérosène). Ainsi, pour satisfaire la demande en pétrole et en GPL, la production des raffineries augmente depuis le 8 mars : la production de brut issue de la formation de grès de Jodhpur a atteint un niveau record de 1 202 barils par jour, soit une hausse de 70 % sur un an, impliquant également davantage d'importations de brut. Le pays se vante ainsi d'importer depuis environ 40 pays (dont 70 % n'ayant plus besoin de passer par le détroit d'Ormuz), mais ce sont surtout les importations de pétrole russe qui ont bondi de 90 % entre février et mars 2026, après un recul fin 2025 attribuable au moins en partie aux pressions américaines et européennes.

Pour contenir l'inflation, les droits d'accise sont réduits de 10 roupies par litre (3 roupies pour l'essence, 0 pour le diesel), avec toutefois un effet limité à la pompe car absorbés par les compagnies pétrolières de distribution. Celles-ci perdraient environ 48,8 roupies par litre vendu, dans un contexte de Brent au-dessus de 100 USD par baril. Enfin, si la démarche est estivale et habituellement déconnectée du contexte international, on note la **mobilisation des centrales à charbon importé** pour faire face à un pic de demande estimé à 270 GW cet été. Le conflit agit comme un **accélérateur de tendances structurelles de la politique énergétique indienne** (diversification et multi alignement, sans hésiter à se tourner vers d'anciens partenaires comme l'Iran ou la Russie malgré les sanctions, et priorité au résidentiel), tout en générant des coûts d'ajustement à court terme, en particulier pour les secteurs industriels et les PME.

Sources :

[Press Release: Press Information Bureau](#)

[Press Release Page | Press Information Bureau](#)

https://www.business-standard.com/industry/news/west-asia-conflict-scars-begin-to-show-on-india-inc-across-sectors-126031601422_1.html

[India's Russian oil imports surge 90% amid Hormuz disruption - The Economic Times](#)

[LPG prices hiked: 19 kg commercial, 5 kg cylinders costlier across cities; ATF rates rise in metros - The Economic Times](#)

[Excise Duty On Petrol Cut To Rs 3 From Rs 13, Diesel To Zero From Rs 10](#)

[West Asia-linked helium shortage threatens MRI services in India](#)

[India pharma production hit by propane shortage; vitamin, hormone supply at risk](#)

[Rising costs of key chemicals choke production at drug ingredient makers](#)

[India medical device shortage: Polypropylene price surge threatens syringes, IV bags amid Iran war](#)

[West Asia war hits medical tourism: Overseas patient flow to Indian hospitals drops up to 75%](#)

NOTES DE FIN

¹Ces chiffres sont tirés du département de recherche économique de l'IDFC First Bank.

²[OECD Economic Outlook, Interim Report March 2026](#). Les prévisions de croissance pour l'année 2026 s'inscrivent à 6,1%.

³[Government Slashes Excise Duty on Petrol and Diesel to Shield Consumers and OMCs from Global Oil Shock](#) – PIB, 27 mars 2026.

⁴ Cette estimation repose sur une répercussion partielle de la hausse des coûts sur les consommateurs, avec une augmentation des prix de détail de l'essence et du diesel dans les mois à venir. **IDFC maintient néanmoins qu'une grande partie de l'effet prix devrait être absorbées par le gouvernement indien et les compagnies pétrolières publiques.**

⁵ Arvind Subramanian, ancien conseiller économique en chef de l'Inde, a ainsi évoqué début avril la possibilité d'un choc stagflationniste de grande ampleur, caractérisé par une hausse de l'inflation conjuguée à un ralentissement de la croissance

⁶ [English rendering of PM's remarks in the Rajya Sabha on the ongoing conflict in West Asia](#), PIB – 24 mars 2026

⁷ [India makes first Iranian oil buy in seven years with no payment problems](#) – Reuters, 4 avril 2026

⁸ India weighs austerity steps, sees no immediate risk to FY27 deficit goal, sources say – Reuters, 7 avril 2026

⁹ [Weekly Statistical Supplement](#) – RBI as of March 27 2026. Les réserves de change ont chuté de 11,4 Mds USD, repassant sous le seuil des 700 Mds USD (cf. [Dépréciation record de la roupie et resserrement monétaire, SER de New Delhi, Brèves d'Asie du Sud n°12](#)).